



**Ambassadeurs
de la
Jeunesse**

La présence des groupes terroristes en Afrique du Nord et Subsaharienne
--

**Cours de Mme. Maroua ATCHANE, chercheure au sein du Pôle Radicalisation &
Terrorisme du Centre international de Recherche & d'Analyse (C.I.R.A.) –
Ambassadeurs de la Jeunesse**

Afrique du Nord, Afrique subsaharienne : présence de groupes terroristes

Ce séminaire s'intéresse à la présence de groupes terroristes en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne. L'analyse entamée ici entend donner aux auditeurs les clefs historiques et géopolitiques de l'implantation de ces groupes, pour pouvoir comprendre leur longévité. Ainsi, questionner les relations interethniques, interpersonnelles et politiques des différentes populations présentes dans les régions étudiées, permet de saisir les mécanismes des différents types de conflits africains en cours aujourd'hui.

Les mouvements terroristes présents au Maghreb et dans la région sahélienne trouvent racine dans des dynamiques et des configurations locales. Prendre en compte l'ensemble des facteurs, démographiques, économiques et politiques, est fondamental pour comprendre ces différentes dynamiques.

Ainsi, comprendre la géopolitique africaine, c'est envisager ce continent comme un ensemble hétérogène, dans une région du monde où le rôle de l'État-central est primordial pour faire cohabiter des populations diverses et pour assurer une certaine stabilité face aux forces qui tendent à le déstabiliser.

Aujourd'hui on retrouve de nombreux groupes terroristes présents sur le continent. À cela s'ajoute des groupes d'individus moins structurés, lesquels entendent aussi asseoir leurs revendications – religieuses ou territoriales. Leurs actions se font souvent à un niveau local, au sein de certaines zones stratégiques.

Ces différentes entités prolifèrent dans un contexte généralement de pauvreté en parvenant à profiter de la fragilité de l'État dans certains pays. En effet, en l'absence d'une autorité centrale, les États affaiblis deviennent progressivement un milieu favorable pour le développement du terrorisme. Ainsi malgré de nombreuses réponses militaires, aucune opération n'est parvenue encore aujourd'hui à sécuriser durablement les pays et régions touchées par ce phénomène.

De fait, pour comprendre le développement du terrorisme en Afrique, il faut avoir une double approche. D'une part, il convient de replacer le terrorisme en Afrique dans son contexte international, en rappelant notamment les liens avec la nébuleuse Al-Qaïda, et ce depuis le retour, dans les années 1990, d'individus issus de pays africains, qui ont combattus dans les rangs de cette organisation. Cette problématique trouve écho aujourd'hui encore avec les retours de combattants de certains pays d'Afrique partis combattre dans les rangs de l'État islamique en zone irako-syrienne et qui reviennent sur le continent africain, la plupart du temps pour mettre à profit leur expérience militaire au sein des groupes terroristes. D'autre part, comprendre le développement du terrorisme sur ce continent c'est envisager le recours à la terreur de la part des groupes terroristes dans la plupart des conflits internes en Afrique, comme une stratégie délibérée de persécution, souvent destinée à la population locale.

C'est donc au moyen d'une analyse historique et sociale de ces mouvements que nous allons tenter de mettre en lumière les particularités des groupes terroristes africains, tout en les replaçant dans un contexte local et régional.

I - Etat des lieux de la menace terroriste en Afrique

A - Le djihad en Afrique : entre ancrages historiques et évolution du terme et des pratiques

La présence de l'islam en Afrique date du 7^{ème} siècle. Au fil du temps, de nombreux facteurs sont venus renforcer sa progression et son implantation sur le continent. Tout d'abord le commerce transsaharien, qui va permettre d'entretenir des contacts entre les différents peuples de la région. En effet, l'islam permettra ainsi de nouer des liens commerciaux et politiques entre le Nord et le Sud du Sahara, faisant ainsi naître un commerce de grande envergure de ce qui était jusqu'alors des échanges entre différentes familles et tribus installées dans cette région. Progressivement, les conversions à l'islam se multiplient, en particulier dans la haute bourgeoisie africaine. La religion musulmane était la religion officielle et privilégiée des souverains.

Enfin, les guerres menées par les grands empires africains, qui vont se succéder, restent tout de même le facteur central de l'expansion de l'Islam dans cette région d'Afrique, qui va progresser jusqu'au Soudan¹. On peut estimer que jusqu'au 17^{ème} siècle, les principaux territoires qui pratiquent l'islam étaient l'ancien Empire du Mali, l'Empire Songhai, le Kanem-Bornou.

Cette progression va se poursuivre aux siècles suivants, grâce notamment aux flux commerciaux et aux guerres saintes - en particulier celles menées par les Peuls². Parallèlement à cela, un islam mêlé de pratiques animistes va se développer par le biais des confréries³ : c'est le début de l'implantation du soufisme. Le soufisme correspond à une « *tradition islamique dont les enseignements passent par une chaîne initiatique et s'appuie sur des confréries* »⁴.

Au même moment, on constate la présence et le développement du *djihad* en Afrique subsaharienne. En effet, évoluant dans le temps, le *djihad* en Afrique entre la fin du 17^{ème} siècle et l'époque coloniale fut tantôt une référence au mode de gouvernance des grands empires africains, tantôt à une pratique et à un imaginaire de lutte anticoloniale. Cette notion de djihad parvint à s'ancrer durablement dans le paysage africain jusqu'à définir et structurer les États et les sociétés musulmanes, qui s'étalaient des régions d'Afrique de l'Ouest, jusqu'à la Corne de l'Afrique. Progressivement, cette définition revêt une nouvelle forme : il s'agit d'un activisme violent contre l'oppression intérieure et extérieure subie par ces populations africaines.

À partir du 19^{ème} siècle, le *djihad* commence à s'apparenter à une forme de résistance à l'ordre politique instable qui fait suite à l'implantation progressive des grands empires maritimes européens. En effet, à une époque où le christianisme se développe par le biais de la colonisation, l'islam va se poser en résistance à celui-ci ; sans pour autant nuire aux bonnes relations avec les

¹ L'Islam, dans un premier temps, ne parvient pas totalement à pénétrer dans cette région, où l'animisme reste très ancré.

² Peuples de pasteurs agricoles présents dans la région sahélienne. Bien que l'histoire de l'origine des peuples Peuls soit controversée par les historiens, on estime que ce peuple s'est principalement développé dans la savane soudano-sahélienne.

³ Les confréries sont des associations de croyants, dirigées par un maître spirituel – un cheikh- auquel les disciples doivent obéir et qui se réunissent lors de rituels communs.

⁴ Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « *L'Afrique, nouvelle frontière du djihad ?* », La Découverte, 2018.

colons⁵. Une idéologie de l'islam militant qui prône aussi bien une réforme intellectuelle qu'une stratégie de conquête militaire commence alors à se développer.

Par ailleurs, il est important de rappeler qu'à l'époque précoloniale, l'Afrique avait une organisation territoriale structurée en chefferies, cités-États, royaumes ou encore en empires. La colonisation va désorganiser ce système politique et territorial, tout en réorganisant à sa façon politiquement et structurellement le continent⁶.

Il faut cependant noter que la colonisation européenne de cette région a temporairement étouffé ces mouvements contestataires, alors même que des formes de protestations religieuses violentes ont su se préserver du système colonial et semblent aujourd'hui refaire surface sous de nouvelles formes.

B - Les principales zones de conflit et l'expansion des milices terroristes

La bande sahélo-saharienne avec AQMI

Les peuples Touaregs nomadisent depuis toujours dans le Sahara central et dans une partie du Sahel. Ils y ont prospéré pendant des siècles grâce au contrôle des routes et du commerce reliant le Maghreb au Soudan. Mais la colonisation du Sahara et la fin de l'activité caravanière entraînent le déclin des grandes confédérations touarègues traditionnelles. La société touarègue, condamnée à se transformer et à se sédentariser, se retrouve souvent marginalisée au sein des nouveaux États-nations, (l'Algérie, la Libye, le Mali, le Niger et le Burkina Faso) dont les frontières divisent les communautés. Face aux conditions difficiles de survie, les Touaregs du Mali tentent en 1963-1964 de se rebeller contre le pouvoir du président Modibo Keita, mais la très dure répression qui s'ensuit entraîne l'exode d'une partie de la population touarègue vers l'Algérie et la Libye.

Les grandes sécheresses de 1973-1974 et de 1984-1986 déciment les troupeaux de ceux qui sont restés, les obligeant à partir. Beaucoup cherchent refuge dans les pays voisins, créant deux autres grandes vagues d'émigration vers le Niger, le Burkina Faso, l'Algérie, la Mauritanie, la Libye et même l'Arabie saoudite⁷. Ces exodes donnent naissance à une nouvelle génération de rebelles Touaregs qui se réorganisent dès 1986 avec leur retour au Mali et au Niger.

Au Niger, malgré la proposition d'une aide à la réinsertion pour tous les exilés par le Président Saïbou, les conditions d'accueil et d'aide se révèlent insuffisantes⁸. De retour au Mali suite à l'autorisation du gouvernement, 300 familles exilées en Algérie se retrouvent finalement dans des camps contrôlés par l'armée. Ainsi, dans les deux pays, la cohabitation entre les Touaregs

⁵ On peut ici citer l'exemple de la confrérie mouride du cheikh Amadou Bamba qui se développe chez les Wolofs du Sénégal au moment de la colonisation ; et qui va contribuer au recrutement de soldats qui vont ensuite partir en Europe combattre durant la Première Guerre mondiale.

⁶ Avec notamment l'introduction de langues, de religions, de règles sociales qui vont venir se combiner plus ou moins facilement aux anciennes formes des structures sociales.

⁷ Maman Saley, « Le cas du Niger : les touareg du passé au futur », *Civilisations*, 43-2 | 1996, 65-82.

⁸ Grégoire Emmanuel, *Touaregs du Niger*, Karthala, 2010.

du nord et les populations du sud est extrêmement difficile et les dérapages se multiplient. Afin de défendre sa communauté, le Touareg Iyad Ag Ghali, crée en 1988 un mouvement armé, le Mouvement populaire de l’Azawad (MPLA), futur Mouvement populaire de l’Azawad (MPA). Fortement dominé par la tribu des Ifoghas, des rebelles issus d’autres tribus décident de le quitter et créent leur propre mouvement en 1991. C’est ainsi que naissent d’autres mouvements armés Touaregs tels que le Front populaire de libération de l’Azawad (FPLA – fondé par les Chamanamas) ou encore l’Armée révolutionnaire de libération de l’Azawad (ARLA – fondé par les Imghads). Certains réclamant une meilleure intégration dans les sociétés maliennes ou nigériennes, d’autres réclamant un statut particulier⁹.

C'est l'intervention de l'armée française au nord du Mali en janvier 2013, qui a fait découvrir à l'opinion publique internationale l'existence d'un double problème au Sahel. D’une part, la rébellion des Touaregs et d'autre part la montée en puissance des mouvements djihadistes. Il faut savoir que depuis son indépendance de nombreuses rébellions ont lieu dans le nord du Mali. Depuis son indépendance acquise le 20 juin 1960, le Mali a connu de nombreuses rebellions, notamment au Nord du pays. Ainsi à plusieurs reprises, les Touaregs se sont révoltés contre le pouvoir en place¹⁰.

Les deux principaux groupes, qui ont mené cette lutte sont :

- Ansar Eddine ou « *Les défenseurs de la religion* » en arabe, est un groupe armé salafiste djihadiste fondé et dirigé par Iyad Ag Ghali, l’un des principaux chefs de la rébellion touarègue de 1990-1996 au nord du Mali. Depuis sa création, Ansar Eddine a bénéficié du soutien continu d’AQMI à la fois militaire, financier et logistique¹¹ ;
- le Mouvement National pour la Libération de l’Azawad (MNLA), fruit de la résurgence de l’irrédentisme touareg en 2011 et réclamant, par le moyen des armes, l’indépendance du nord-Mali. Le MNLA combat un temps aux côtés du groupe Ansar Eddine. Mais si les deux groupes se rapprochent par leur indépendantisme, ils divergent sur la question de la laïcité, le MNLA ne voulant pas appliquer la *sharia*. Après d’âpres négociations pour se fédérer en un seul mouvement, Iyad ag Ghali, chef d’Ansar Eddine, et Mohammed Najim, chef d’état-major du MNLA, ne purent s’entendre quant aux objectifs religieux de leurs mouvements. En effet, Iyad ag Ghali refusait toujours de rompre ses liens idéologiques et militaires avec AQMI comme le lui demandait le MNLA. Dès lors, alliés pour affronter l’État malien, les deux mouvements devinrent rivaux : une fois encore, la rébellion touarègue était désunie.

Par ces rébellions, les Touaregs souhaitaient être investis politiquement et participer activement à la gestion de affaires politiques et économiques des pays dont ils sont issus (Mali, Niger, Algérie ou encore Lybie). Les combattants du MNLA, quant à eux, réclament un État touareg indépendant (l’Azawad¹²) alors que ceux d’Ansar Eddine veulent un califat islamique. Depuis le milieu des années 2000, sont également présents dans cette région du nord du pays deux principaux groupes

⁹ Yannick Kouablan, « Comprendre les enjeux de sécurité dans la bande sahélo-saharienne : historique de la rébellion Touareg au Mali et au Niger », *International security and Defense*, 26 janvier 2019.

¹⁰ Entre 1962-1964, 1990-1995, 2006 et 2007-2009.

¹¹ Conseil de sécurité des Nations-Unies, Exposé des motifs de l’inscription des personnes, groupes et entités sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaïda, 20 mars 2013 mis à jour le 3 février 2015.

¹² Région du Nord du Mali.

djihadistes : le MUJAO (Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest) et le GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat).

Emergence du groupe AQMI

Présente en Algérie, Mali, Mauritanie, Tunisie, Libye, Niger, Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, et composée essentiellement d'Algériens et de Mauritaniens, la mouvance Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) trouve ses origines dans les mouvements islamiques algériens - en particulier dans le Groupe islamique armé (GIA), groupement terroriste appartenant à la mouvance islamiste, dont l'objectif affiché était de renverser le gouvernement algérien au début des années 1990. Le GIA connaît progressivement des dissensions internes, qui firent naître le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC), en 1998¹³. Le GSPC est une scission des GIA survenue en 1998, ses chefs étant en désaccord avec la sauvagerie meurtrière de ces derniers ; évitant de frapper les civils, il ne s'attaquera longtemps qu'aux forces de sécurité, ses principales implantations se situant en Kabylie et au Sahara. Lié à Al-Qaïda dès 2002-2003, le groupe étendra ensuite ses opérations, décidant de cibler les intérêts étrangers en Algérie – où il multiplie les actions meurtrières, à l'occasion contre des civils – et de perpétrer des attentats en Europe¹⁴. Toutefois, c'est en 2006 et après un long processus d'évolution et de mutations que le GSPC laisse place à AQMI en prêtant allégeance à Al-Qaïda.

En 2011, un tournant s'opère lors du déclenchement des « Printemps arabes »¹⁵, et de l'intervention de la coalition internationale en Lybie¹⁶. En effet, à partir de ce moment-là, AQMI commence ses actions de déstabilisation dans la région sahélienne, et cette position va se consolider au Mali. Ainsi les rebelles Touaregs en lutte contre le pouvoir central depuis des années vont nouer des alliances avec AQMI et s'en trouver ainsi renforcés. En effet, si depuis sa création Ansar Eddine a bénéficié du soutien continu d'AQMI à la fois militaire, financier et logistique, leurs liens se resserrent en novembre 2012 avec l'alliance et la définition d'une stratégie commune entre Ansar Eddine, AQMI et MUJAO¹⁷. Ce groupuscule de l'Organisation Al-Qaïda au Maghreb islamique opère dans la même zone géographique du Sahel et partage les mêmes objectifs que l'Organisation : l'exportation de « la terre sainte » dans la région du Sahel et en Afrique de l'Ouest. Ainsi, il coexiste et agit avec AQMI, ce dernier lui procurant ses moyens opérationnels, ce qui lui permet de considérablement s'élargir au cours des 12 premiers mois de son existence¹⁸.

¹³ Le GSPC a entre-autre été créé pour se démarquer des actions violentes commises par le GIA.

¹⁴ Gèze, François, et Salima Mellah. « 29. Le GSPC, un « groupe islamiste de l'armée » algérienne ? », Didier Bigo éd., *Au nom du 11 septembre...Les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme*. La Découverte, 2008, pp. 378-398.

¹⁵ Série de révoltes populaires qui ont secoué une partie du monde arabe au début de l'année 2011, qui ont permis la fin de plusieurs régimes autoritaires. Parties de Tunisie, ces révoltes ont rapidement gagné l'Égypte, la Libye et le Maroc et certains pays du Moyen-Orient (Bahreïn, Yémen, Jordanie et Syrie), dont certaines ont évolué en guerres civiles.

¹⁶ Il s'agit d'une intervention militaire franco-britannique, soutenue par les États-Unis, menée entre mars et octobre 2011, sous l'égide des Nations Unies, afin de protéger les civils du régime autoritaire de général Kadhafi.

¹⁷ Conseil de sécurité des Nations-Unies, Exposé des motifs de l'inscription des personnes, groupes et entités sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaïda, 20 mars 2013 mis à jour le 3 février 2015.

¹⁸ Conseil de sécurité des Nations-Unies, Exposé des motifs de l'inscription des personnes, groupes et entités sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaïda, 5 décembre 2012.

D'autant plus que ceux d'entre eux qui avaient servis dans l'armée de Mouammar Kadhafi vont rejoindre les forces d'AQMI après la chute de celui-ci en août 2011. Conjuguant ainsi leurs forces, cela va leur permettre de prendre le contrôle d'une large partie du territoire malien – provoquant ainsi la chute du pouvoir central en mars 2012. Le 6 avril de la même année, l'indépendance de l'Azawad est proclamée¹⁹, par Billal Ag Acherif, secrétaire général du MNLA.

Cependant, au regard de la menace directe que ces groupes armés font peser sur la capitale malienne, Bamako, la France va intervenir militairement en janvier 2013 : c'est le début de l'opération Serval²⁰.

L'opération Serval

L'opération Serval s'est achevée le 31 juillet 2014, après avoir mobilisé jusqu'à 4 500 militaires français au Mali²¹. Déclenchée le 11 janvier 2013 à la demande du gouvernement malien, cette intervention militaire a permis de stopper l'offensive djihadiste qui menaçait la ville de Bamako - mettant fin à l'organisation industrielle du terrorisme qui s'était développée dans le désert du Nord Mali. Celle-ci a également permis de transférer la mission de stabilisation du Mali aux partenaires maliens ainsi qu'aux forces de l'ONU (MINUSMA)²².

De fait, l'opération Serval n'a pas seulement été justifiée par la question des sept français alors retenus en otage par AQMI et MUJAO²³, mais aussi par la nécessité de restaurer la souveraineté du Mali et de débarrasser la région de l'avancée djihadiste. En outre, il importait de globaliser le péril islamiste en le rattachant à un « arc de crise » susceptible d'embraser l'ensemble de la bande sahélienne²⁴.

Constatant la réalisation des objectifs de Serval et la dispersion des groupes djihadistes, la France a fait évoluer sa présence en la régionalisant de façon évolutive et en profondeur à travers le lancement de l'opération Barkhane le 1^{er} juillet 2014. Cette transition présente l'intérêt de clore vis-à-vis de l'opinion publique l'opération Serval et de récolter les bénéfices politiques d'un succès militaire et ainsi de limiter des coûts politiques de potentiels revers ultérieurs. En fermant en même

¹⁹ Cette proclamation n'a jamais été reconnue, ni par le Mali, ni par la communauté internationale. Les groupes rebelles ont d'ailleurs abandonné cette proclamation en 2013.

²⁰ Est une opération militaire menée par l'armée française au Mali. Débutée en janvier 2013 dans le cadre de l'intervention militaire au Mali, elle avait pour objectif de fournir un appui militaire et stratégique aux forces armées maliennes, afin de repousser les forces djihadistes qui avaient pris le contrôle de la région de l'Azawad et qui étaient en route pour Bamako. L'opération prit fin en juillet 2014, remplacée par l'opération militaire française Barkhane. En octobre de la même année, sera lancé le G5 Sahel, regroupant la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Tchad et le Niger, afin de mener des politiques de développement et de sécurité dans certaines des régions de ces pays

²¹ « Lectures », *Politique étrangère*, 2015/4 (Hiver).

²² Voir Ministère des armées, Présentation de l'opération Serval, 25 octobre 2013.

²³ Antoine d'Evry, « L'opération Serval à l'épreuve du doute : vrais succès et fausses leçons », *Focus stratégique*, n°59, juillet 2015

²⁴ Pérouse de Montclos, Marc-Antoine. « Boko Haram et la mise en récit du terrorisme au « Sahelistan ». Une perspective historique », *Afrique contemporaine*, vol. 255, no. 3, 2015, pp. 21-41.

temps *Epervier*, opération menée au Tchad depuis 1986, et en versant les capacités associées dans la nouvelle opération Barkhane, la France a renouvelé sa visibilité dans la région²⁵.

De plus, l'opération Barkhane appuie l'initiative africaine du « G5 Sahel » tant au niveau de la planification que par l'apport de capacité d'accompagnement et d'appui des bataillons mixtes africains. Ainsi, plusieurs opérations bilatérales et trilatérales ont été menées avec succès, permettant aux participants l'appropriation par les pays partenaires du G5 Sahel de la lutte contre les groupes armés terroristes, sur l'ensemble de la bande sahélo-saharienne²⁶. En effet, l'opération Barkhane repose sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne. Cette logique de coopération structure les relations entretenues par Barkhane avec les autres forces engagées dans le processus de stabilisation au Mali et dans la région du LiptakoGourma : la MINUSMA, l'EUTM Mali et les Forces armées des pays concernés. Le partenariat militaire opérationnel avec les forces armées du G5 se traduit d'abord par le renforcement des instructions opérationnelles. Il se manifeste surtout dans l'intégration systématique des forces partenaires dans les opérations conduites par l'ensemble des unités de la force Barkhane mais aussi par la formation de ces dernières. Ainsi, au 1er juillet 2019, Barkhane a permis à plus de 11700 soldats des pays du G5 Sahel de suivre une action de formation dans des domaines particuliers (instruction au tir, coordination des feux, coordination des appuis, sauvetage au combat, lutte contre les IED, etc.)²⁷.

Elle sera remplacée par l'opération Barkhane, lancée le 1er août 2014 et toujours en cours en 2019²⁸. Mobilisant 4 500 soldats des armées françaises, elle met en œuvre le volet militaire de la stratégie sahélienne de la France reposant sur une approche globale (politique, sécuritaire et de développement)²⁹.

L'opération repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Ainsi, elle a pour but d'appuyer les forces armées de ces pays, de renforcer la coordination des moyens militaires internationaux mais aussi d'empêcher la reconstitution de zones de refuges terroristes dans la région³⁰.

Sur le plan opérationnel, Barkhane a connu quelques victoires. L'opération a notamment affaibli l'Etat islamique dans le Grand Sahara dans la région de Ménaka, à l'Est du Mali. Mais l'insécurité s'intensifie et s'étend aujourd'hui à de nouvelles régions et ce malgré « l'encombrement sécuritaire » : une armée régulière (l'armée malienne) et trois armées étrangères (la MINUSMA composée de 10 000 casques bleus, l'opération Barkhane, composée de plus de 4 000 hommes de l'armée française, et la force conjointe du G5 Sahel). De nouveaux groupes armés apparaissent régulièrement au nord et au centre du Mali, ainsi qu'au Niger et au nord du Burkina³¹.

²⁵ Antoine d'Evry, *op. cit.*, « L'opération Serval à l'épreuve du doute : vrais succès et fausses leçons », *Focus stratégique*, n°59, juillet 2015.

²⁶ *Idem.*

²⁷ Voir Ministère des armées, présentation de l'opération Barkhane, 31 juillet 2019.

²⁸ *Idem.*

²⁹ Voir Ministère des armées, dossier de presse Barkhane, 31 juillet 2019.

³⁰ *Idem.*

³¹ Normand Nicolas, « Le Sahel peut-il retrouver la paix ? », *Commentaire*, 2018/4 (Numéro 164).

La coopération actuelle entre Barkhane et des milices touarègues a été dénoncée par une récente étude très documentée³². En effet, Barkhane a notamment coopéré avec deux milices touarègues, le GATIA (Groupe d'autodéfense imghad et alliés) et le MSA (Mouvement de salut de l'Azawad), issu d'une scission du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad) et formé par des Daoussak en 2016. Cela a pour effet de légitimer ces milices ethniques. Barkhane risque peut-être à la fois d'être instrumentalisé dans des conflits intercommunautaires et d'attiser le jihadisme.

De plus, le sentiment antifrçais grandit dangereusement dans les pays du Sahel où ont eu lieu des manifestations « anti Barkhane » en 2016, de même qu'en mai 2017 lors de la visite d'Emmanuel Macron à Gao³³.

Samedi 23 février 2019, le Premier ministre Edouard Philippe, en déplacement au Mali, accompagné de la ministre des Armées, Florence Parly, du ministre des Affaires étrangères et du secrétaire d'État à l'Intérieur Laurent Nunez a affirmé que la France restera « *aux côtés du Mali aussi longtemps que nécessaire et aussi longtemps que le Mali le souhaitera* »³⁴.

Le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO)

Apparu en 2011, le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), s'est fait connaître avec le rapt de trois occidentaux (deux espagnols et une italienne)³⁵ dans la région du Tindouf, dans le sud-ouest du Sahara algérien, administrée par le Polisario³⁶.

Le mouvement est dirigé par Ould Mohamed Kheirou (plus connu sous le nom de Abu-Qum Qum), un mauritanien, qui s'est évadé de prison en 2006 ; et qui fait l'objet, depuis le 28 décembre 2011, d'un mandat d'arrêt international.

Ce mouvement s'est créé à la suite du conflit libyen, avec notamment le retour de milliers de miliciens pro-kadhafi, basés à Tripoli, vers le Nord du Sahel, emportant avec eux armes et munitions. L'organisation se présente elle-même comme une scission d'AQMI et se dit salafiste d'influence wahhabite – sa mission étant « *d'exporter la terre sainte* » dans la région du Sahel et en Afrique de l'Ouest. Le groupe fusionne en 2013 avec les Signataires par le Sang, groupe dissident d'AQMI dirigé par Mokhtar Belmokhtar, afin de former Al-Mourabitoune. Le groupe a réintégré AQMI en 2015.

³² Étude des chercheurs Ibrahim Yahoya Ibrahim et Mollie Zapata, *Prévention des atrocités de masse au Mali*, Washington DC, Simon-Skjodt Center, avril 2018.

³³ Hanne, Olivier. « L'opération « Barkhane » devant l'évolution des risques dans la Bande sahélo-saharienne », *Outre-Terre*, vol. 51, no. 2, 2017, pp. 225-237.

³⁴ Voir <https://www.gouvernement.fr/partage/10908-point-presse-conjoint-d-edouard-philippe-et-soumeylou-boubeye-maiga-chef-du-gouvernement-de-la>

³⁵ Le 23 octobre 2011.

³⁶ Mouvement fondé en mai 1973 suite à la fusion de deux groupes militants nationalistes, d'une part les Sahraouis qui étudiaient à Rabat, au Maroc, et d'autre part des Sahraouis réfugiés en Mauritanie. Le Front Polisario revendique la création d'un Etat sahraoui indépendant, qui correspondrait aujourd'hui au Sahara occidental, administré par le Maroc

Avec un État fédéral faible, le Nigéria connaît au début des années 2000 une perte de légitimité auprès de la population, qui le considère comme profondément corrompu et défaillant en termes de maintien de l'ordre. La présence de milices ethno-religieuses, qui usent de la violence, tend à crispier le conflit entre la majorité chrétienne du sud du pays et une majorité musulmane présente au nord.

Le 16 février 2014, les présidents de la Mauritanie, du Burkina Faso, du Mali, du Tchad et du Niger, réunis à Nouakchott, créaient le G5 du Sahel, destiné, selon le communiqué final de la réunion, à coordonner les « politiques de développement et de sécurité des cinq États ».

C'est dans ce contexte politique et communautaire tendu que Mohammed Youssouf fonde la *Jama'at ahl al-sunna lil da'wa wa-l-jihad ala minhaj al-salaf* (l'Association des gens de la Sunna pour le prosélytisme et la lutte armée), autrement dit Boko Haram³⁷. Le groupe revendique l'application radicale de la loi islamique - la charia – et rejette tout ce qui est inspiré de l'Occident. Ceci se corrobore à la lutte contre l'État en place, laïc et ouvert – jugé impie et corrompu par le groupe.

Suite aux ripostes de la part des forces de sécurité (une force conjointe police-armée et services secrets), les disciples de Mohammed Youssouf vont entrer dans la clandestinité ; devenant ainsi des terroristes. Ils multiplient les attentats, les enlèvements, les massacres (les victimes étant de toutes confessions), aussi bien au Nigéria qu'au Cameroun voisin.

Mais c'est véritablement en 2009, avec l'exécution de Mohammed Youssouf et de plusieurs des membres³⁸ par les forces gouvernementales nigériennes, que le mouvement va entrer dans la clandestinité et qu'il va être contraint à faire usage de la violence. Parallèlement à cela, l'arrivée de Aboubakar Shekau à la tête du groupe³⁹ pousse celui-ci à entrer dans une spirale meurtrière et va attirer l'attention de la communauté internationale⁴⁰. Ainsi, l'organisation s'est lancée dans une véritable conquête du territoire, avec pour objectif de créer un « califat islamique ». Cependant, il se trouve vite confrontée à la MNJTF (*Multinational Joint Task Force – Force multinationale conjointe*), coalition qui regroupe principalement des militaires nigériens, nigériens et tchadiens⁴¹.

³⁷ L'expression Boko Haram signifie le rejet d'un enseignement perverti par l'occidentalisation.

³⁸ Bien qu'ayant de nombreuses similitudes avec les courants islamistes armés du monde arabe Boko haram à cela de particulier qu'elle a recours à des pratiques sectaires.

³⁹ Ce prédicateur nigérian, bras droit de Mohammed Youssouf, va changer de stratégie de communication telle que connue sous l'ère Youssouf. En effet, alors que les discours de Youssouf avaient une forte dimension spirituelle, ceux de Shekau vont être plus en résonance avec les revendications et les attentes populaires.

⁴⁰ On peut citer plusieurs événements tels que les attentats contre les bureaux de l'ONU à Abuja, en août 2011 ; l'enlèvement de 200 lycéennes nigériennes de la ville de Chibok, en avril 2014 ; le massacre de plusieurs milliers de personnes à Baga et à Doron Baga, dans le Nord du pays, en janvier 2015

⁴¹ Il s'agit d'une force militaire composée de forces armées de cinq pays africains, à savoir le Niger, le Nigéria, le Tchad, le Cameroun et le Bénin. Chargée de lutter contre Boko Haram dans la région du Lac Tchad. Créée initialement en 1994, par le Tchad, le Nigéria et le Niger, elle ne sera active qu'à partir de 1998 et aura pour mission de lutter contre la criminalité transfrontalière à ces trois pays. En 2015, le Cameroun et le Bénin, en deviennent pays-membres.

L'organisation conserve toutefois un poids important. Ceci peut s'expliquer par les ressources économiques qu'elle détient. En effet, celle-ci bénéficie de plusieurs sources de financement, en particulier les rançons des enlèvements, les braquages de banques, le trafic de drogue, etc. D'ailleurs, cette relative prospérité de Boko Haram peut notamment s'expliquer par l'extrême pauvreté du nord-est du pays (les $\frac{3}{4}$ de la population y vit sous le seuil de pauvreté) et les retards de développement. À cela peut s'ajouter les frustrations d'une population exclue de la croissance et les faillites de l'État en place qui peine à garantir la sécurité dans cette région. La population se retrouve ainsi prise entre deux camps. Ceci peut aussi avoir comme conséquence un déplacement massif des populations vers d'autres pays.

L'Est africain dominé par les Shebab

Depuis la chute du président somalien, Siad Barré, en 1991, les clans sont en lutte pour le pouvoir et le groupe qui deviendra par la suite les Shebab a réussi à s'emparer de la capitale Mogadiscio. Il a fallu l'intervention de l'Éthiopie pour les chasser, la même année, puis encore une autre fois en 2007-2008. Bien que les Éthiopiens se soient retirés en 2009, le pays reste divisé. En effet, dans le Nord, les régions du Somaliland et du Puntland ont proclamé leur indépendance sans que celle-ci ne soit reconnue sur le plan international. Ces conflits internes ont des répercussions sur les pays voisins de la Somalie, en particulier sur l'afflux de réfugiés.

Les Shebab ou « les jeunes » (Harakat al-Shabab al-Mujahedin), forment un groupe de combattants présent sur le territoire somalien. Né en 2006, celui-ci devient rapidement le premier groupe djihadiste d'Afrique comprenant entre 3 000 et 4 000 combattants⁴². Regroupant aussi bien des somaliens que des combattants étrangers, le groupe tente de renverser le gouvernement de Mohamed Farmajo et d'instaurer à la place un État islamique fondé sur les préceptes de la *charia*. En 2009, Ahmed Abdi Godane, leader du groupe, prête officiellement allégeance à Al-Qaïda. Le groupe est toujours actif et multiplie les attaques de plus en plus meurtrières aussi bien en Somalie, qu'au Kenya voisin.

II - Mouvements terroristes : des bases communes

A - Formation intellectuelle de l'élite djihadiste et similitudes des pratiques employées

Historiquement, les leaders des mouvements djihadistes en Afrique de l'Ouest ont une connaissance précise de l'islam. En effet, l'élite djihadiste a beaucoup écrit, étudié et enseigné dans de nombreux centres d'études islamiques présentes en Afrique de l'Ouest. Nombre de ces centres étaient d'ailleurs associés au soufisme⁴³. Les mosquées jouent également un rôle très important dans l'étude et la transmission des études islamiques et ce, jusqu'à aujourd'hui dans une large partie d'Afrique de l'Ouest⁴⁴.

⁴² Cahier du RETEX, octobre 2013 – La revue du Centre de doctrine d'emploi des forces du ministère français de la défense.

⁴³ Il s'agit du soufisme de la confrérie de Qaadir, qui a notamment été introduit au Mali au 19^{ème} siècle et qui eut une influence considérable dans le développement des États musulmans en place à cette époque. Un des plus célèbres centres est sans doute celui de Pire Saniakhor au Sénégal.

⁴⁴ Une des plus importantes mosquées est la mosquée de Sankoré à Tombouctou. Fondée bien avant la diffusion du djihad dans l'ouest africain, elle continue encore aujourd'hui à former les nouvelles générations d'intellectuels musulmans.

Ces élites djihadistes ont donc un savoir incontestable sur la religion et n'hésitent pas à avoir recours aux mêmes pratiques. Ils ont par ailleurs une connaissance précise du terrain – ceux qui leur permettra souvent d'échapper à la surveillance et de pouvoir continuer à se développer. En effet, les insurgés vont avoir tendance à se cacher dans les montagnes, dans les forêts denses ou encore dans les marécages pour espérer échapper aux forces gouvernementales et aux forces des coalitions étrangères. Ainsi donc, une parfaite connaissance du terrain géographique de la région est nécessaire à la survie de ces groupes. Outre les lieux de repli, il est également nécessaire pour ces groupes d'avoir à portée de main des vivres et du carburant. De fait, l'implantation géographique et la nécessité des besoins alimentaires et matériels suppose pour ces organisations de nouer des liens au sein des communautés locales et des petits villages, pour ainsi espérer prospérer.

B - Les facteurs de l'engagement djihadiste en Afrique

Les raisons les plus fréquentes à l'engagement djihadiste des populations, qu'elles soient du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne, s'expliquent généralement par l'extrême pauvreté qui sévit dans ces régions, les tensions géographiques ainsi qu'ethniques. S'ajoute à cela les problèmes d'accès à la terre qui concernent principalement l'Afrique subsaharienne. En effet, on peut noter des tensions entre agriculteurs et éleveurs – qui sont souvent issus de communautés différentes, voire historiquement en conflit - qui se retrouvent en concurrence sur des terres, dans certains pays où l'élevage et l'agriculture ont une place prépondérante dans l'économie locale et nationale.

Par ailleurs, ces rivalités entre les communautés sont exacerbées par les vols de bétail par les différents groupes djihadistes, pour qui ces razzias sont devenues une importante source de revenus.

Toutes ces raisons, ainsi que le sentiment, pour ces populations, d'être abandonnées par l'État, contribuent à faire naître une certaine sympathie des populations locales envers les groupes terroristes, qui affirment être des protecteurs soucieux des populations locales. De plus, pour bien comprendre cette adhésion, il convient de rappeler que les groupes terroristes sont implantés au plus près des populations locales, et jouent très souvent un rôle sécuritaire⁴⁵, chose que l'État central peine à réaliser. Cette protection affichée facilite les adhésions aux réseaux terroristes. Enfin, l'adhésion aux idées djihadistes est aussi une remise en cause de la toute-puissance des chefferies et du monopole de l'autorité religieuse, détenu par de puissantes familles maraboutiques, souvent accusées de s'enrichir aux dépens des populations. On peut ainsi constater plusieurs types d'engagement :

- par opportunisme ;
- par désir de se marier ;
- par convictions religieuses ;
- par ignorance.

Malgré tout, ces mouvements, qui a leurs débuts peuvent s'apparenter à des mouvements d'insurrection sociale ; tendent à perdre des sympathisants lorsqu'ils basculent dans la lutte armée. Même si l'on constate qu'ils gardent tout de même une importante base de fidèles, leur assurant une force de frappe et de riposte face aux gouvernements nationaux, et à leurs alliés étrangers.

⁴⁵ Dans certaines régions d'Afrique subsaharienne, certaines populations sont anti forces de sécurité, car souvent associées à des comportements violents, parfois brutal à leur encontre.

C - Les politiques de réinsertion : de la prise en charge des revenants à la déradicalisation

a) Le cas des « revenants » en Tunisie

Après de nombreuses difficultés, la Tunisie montre des signes encourageants d'une transition démocratique, après le renversement du régime de Zine el-Abidine Ben Ali, le 14 janvier 2011. La présidence de Ben Ali s'était toutefois présentée comme un rempart à l'intégrisme religieux. Toutefois, avant 2011, le contexte social demeure tendu en Tunisie comme en témoignent les grandes grèves des mineurs de la région de Gafsa. En effet, en 2008 est né un mouvement social réclamant un meilleur partage des richesses. Ce mouvement a duré six mois avant d'être violemment réprimé par le pouvoir en place. Cet événement constitue une des prémices des événements de 2011. C'est justement à partir de ce soulèvement populaire de masse que l'on constate en Tunisie les premiers départs pour le Proche-Orient. Ne pouvant empêcher ces départs, le gouvernement tunisien se prépare désormais aux retours des combattants tunisiens sur le territoire national. Ainsi, selon les autorités tunisiennes, il y aurait eu en octobre 2015 environ 6000 Tunisiens présents en Irak et en Syrie⁴⁶. En 2016, ils sont 625⁴⁷ à être revenus sur le sol tunisien ; placés soit en prison, soit en détention préventive dans l'attente de leur procès. Une petite minorité reste tout de même en liberté, mais bénéficie d'un contrôle régulier.

Bien que la loi tunisienne prévoit une peine maximale de 12 ans de prison pour les revenants, il reste toutefois très compliqué aussi bien pour les prévenus que pour les parties civiles de prouver ou non l'implication dans les meurtres commis dans les rangs de groupes terroristes – notamment au sein des rangs de l'Etat islamique⁴⁸. De plus, il n'existe pas en Tunisie, comme c'est le cas dans d'autres pays en Afrique, de centre de déradicalisation ou de programme de réinsertion, que ce soit pour les détenus radicalisés ou bien pour les potentiels revenants.

b) Les centres de déradicalisation : focus sur le Niger et le Tchad

En septembre 2016, le Ministre de l'Intérieur nigérien Mohamed Bazoum annonçait le début d'un programme d'amnistie pour les repentis de Boko Haram. Le gouvernement avait déclaré que les combattants avaient un délai d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2017, pour déposer les armes et ainsi pouvoir bénéficier de ce programme. Ce programme alternatif, né d'initiatives locales et financé par le département d'Etat américain, a permis de démobiliser près d'une centaine de personnes. Enfermées dans le Centre de détention administrative de Goudoumaria, dans le sud-est du pays, ces personnes sont en attente de la décision de justice qui les concerne. Le centre bénéficie d'un comité de pilotage supervisé par le gouverneur de la région de Diffa. Ce comité de pilotage est composé de chefs de cantons et de chefs de villages ainsi que par les autorités religieuses des quatre

⁴⁶ Gurvan Le Bras, chargé de mission au CAPS, « *Le paradoxe tunisien : pourquoi tant de djihadistes ?* » ; dans les Carnets du Centre d'analyse, de prévisions et de stratégie (Ministère des affaires étrangères et de l'Europe), décembre 2016.

⁴⁷ Additif du Rapport du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes – Mission en Tunisie ; Assemblée générale des Nations unies, septembre 2016.

⁴⁸ L'article 25 de la Constitution tunisienne précise que « *il est interdit de déchoir de sa nationalité tunisienne tout citoyen, ou de l'exiler ou de l'extrader ou de l'empêcher de retourner à son pays* ». Également la loi antiterroriste de juillet 2015, pose problème aux yeux des défenseurs des droits. En effet, d'une part elle remet à jour la peine de mort en Tunisie. Et d'autre part, elle repose sur le concept de « *criminalité transnationale* », véritable défi d'interprétation pour les juges, qui ne peuvent bien évidemment pas juger des actes commis hors des frontières du pays.

départements de la région de Diffa (Mainé, Diffa, Nguigmi et Bosso). Aussi, en intégrant le centre, les détenus suivent des cours de théologies dispensés par un marabout, avant d'enchaîner sur une formation professionnelle adaptée à chacun en vue de leur réinsertion dans la société.

Malgré tout, il faut aussi noter que les combattants qui ont été capturés, mais qui n'ont pas souhaité bénéficier de ce programme d'amnistie, bénéficient après leur jugement d'un programme de réinsertion professionnelle et sociale, une fois leur peine effectuée.

Centre d'étude du djihadisme et de déradicalisation au Tchad

Le 30 janvier 2018 s'ouvre dans la capitale tchadienne le Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme violent (CEDPE), à l'initiative d'intellectuels tchadiens travaillant sur les dérives de l'extrémisme politique. Ce centre a pour objectif de lutter contre la propagande des idéologies djihadistes au sein de la jeunesse tchadienne. Doté d'un laboratoire de recherche, d'un pôle communication, ainsi que d'une revue scientifique, ce centre ambitionne de permettre aux combattants repentis des différents groupes armés, et notamment de Boko Haram, de pouvoir se réinsérer dans la société.

Conclusion

Les conflits entre les États sont rares en Afrique, alors même que les conflits au sein d'un même État sont beaucoup plus fréquents. De nombreux conflits communautaires sont encore d'actualité et concernent souvent les mêmes territoires, à savoir la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique mais également l'Afrique de l'Ouest⁴⁹ et enfin les États du Sahel qui sont impactés par les différentes tribus et groupes djihadistes.

Profitant de ces instabilités régionales et nationales, de nouveaux groupes terroristes ont pu se développer et s'imposer par la force au sein des différents États africains. S'érigeant contre l'État en place, ils trouvent un écho à leurs revendications dans certaines zones rurales et au sein de quelques tribus, usant tantôt de la force, tantôt d'un rôle de défenseur de ces populations, pour gagner leur adhésion.

Comprendre la percée et la pérennité du terrorisme djihadiste en Afrique, c'est d'abord comprendre l'histoire religieuse et politique des grands empires africains. C'est également comprendre l'héritage colonial et les fractures contemporaines de sociétés en demande de liberté, de dignité et de développement.

⁴⁹ Les États situés en bordure du Golfe de Guinée.